

Conditions d'application à Paris des lois d'assistance obligatoire - assistance aux vieillards, aux infirmes, et aux incurables, assistance aux familles nombreuses, assistance aux femmes en couches

Impr. de l'Ecole d'Alembert - Accès aux droits



Description: -

-
Paris (France) -- Charities.
Poor -- France -- Paris.
Public welfare -- France -- Paris. Conditions d'application à Paris des lois d'assistance obligatoire - assistance aux vieillards, aux infirmes, et aux incurables, assistance aux familles nombreuses, assistance aux femmes en couches

-
Adelaide Nutting historical nursing collection -- AN 0472. Conditions d'application à Paris des lois d'assistance obligatoire - assistance aux vieillards, aux infirmes, et aux incurables, assistance aux familles nombreuses, assistance aux femmes en couches
Notes: Microfiche. Ann Arbor, Mich. : University Microfilms International, 1982. 1 microfiche ; 11 x 15 cm. (Adelaide Nutting historical nursing collection ; AN 0472)
This edition was published in 1982



Filesize: 48.87 MB

Tags: #Aides #aux #loisirs

Aides aux loisirs

Et si vous contestez le commandement de payer, vous pouvez saisir là encore, le juge d'instance, d'une opposition au commandement de payer, par acte d'huissier de justice. Ainsi, on peut encore dénombrer plus de 200 lois votées entre 1981 et octobre 2007 juridiquement entrées en vigueur mais concrètement non applicables ou seulement partiellement applicables faute des textes réglementaires adéquats.

Aides aux loisirs

Toutefois, ce délai peut être prorogé par Décret du Président de la République. Cela signifie que la procédure d'expulsion peut continuer. À partir de quand considère-t-on qu'il y a un impayé de loyer? Que faire si vous avez reçu un commandement de payer? Au cours de la session 2006-2007, 45 lois hors traités et accords internationaux ont été adoptées par le Parlement, dont 14 ne prévoyaient aucun texte d'application.

LOI N° 004/2001 DU 20 JUILLET 2001 PORTANT DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF ET AUX ETABLISSEMENTS D'UTILITE PUBLIQUE

Les décisions désignant les liquidateurs doivent indiquer les noms, prénoms, post-noms, professions et domiciles ou résidences de ceux-ci.

Accès aux droits

En cas de récidive, les peines prévues par le présent article seront doublées. Ce bilan est présenté à la commission par son président. Or le Sénat a pu constater que cette capacité ou cette volonté pouvait être, dans certains cas, sujette à caution.

Accès aux droits

Toutefois, les personnes âgées qui ne totalisent pas 3 années de résidence à Paris peuvent bénéficier de ces prestations dans la limite des places disponibles. Mais attention : il faut reprendre immédiatement le paiement du loyer sous peine d'engagement ou de poursuite de la procédure d'expulsion.

Related Books

- [Organic wastes as a means of accelerating recovery of acid strip-mine lakes](#)
- [Iz istorii obshchestvennykh dvizhenii i mezhdunarodnykh otnoshenii - sbornik statei v pamyat ak](#)
- [Agricultura colombiana en el siglo XX](#)
- [Song xia dui yi](#)
- [Pollution and waste](#)